

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE QUÉBEC  
N° COUR : 200-11-028313-222

COUR SUPÉRIEURE  
« Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, LRC  
1985, ch. C-36, en sa version modifiée »

---

**DANS L'AFFAIRE DE  
L'ARRANGEMENT OU DU  
COMPROMIS DE :**

**LABORATOIRES BODYCAD INC.,**  
personne morale dûment constituée ayant son siège social  
situé au 2035, rue du Haut-Bord, dans la ville de Québec,  
dans la province de Québec, G1N 4R7;

Ci-après appelée  
la « Débitrice »

- ET -

**RAYMOND CHABOT INC.,** personne morale dûment  
constituée ayant une place d'affaires au 600, rue de La  
Gauchetière Ouest, bureau 2000, dans la ville de Montréal,  
dans la province de Québec, H3B 4L8;

Ci-après appelée  
le « Contrôleur »

### **RAPPORT DU CONTRÔLEUR PORTANT SUR L'ÉTAT DES AFFAIRES ET DES FINANCES DE LA DÉBITRICE**

---

À L'HONORABLE JEAN-FRANÇOIS ÉMOND, J.C.S. SIÉGEANT EN CHAMBRE  
COMMERCIALE DANS ET POUR LE DISTRICT DE QUÉBEC :

Dans le cadre de la présentation d'une Demande pour l'émission d'une Ordonnance initiale et d'une ordonnance initiale amendée et reformulée en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (« LACC »), nous vous soumettons notre premier rapport à titre de Contrôleur sur l'état des affaires et finances de la Débitrice.

Fait à Montréal, le 12 janvier 2023.

RAYMOND CHABOT INC.  
Contrôleur

  
Benoit Fontaine, CPA, CIRP, SAI

---

## 1. INTRODUCTION ET MISE EN CONTEXTE

- 1.1. Le 22 décembre 2022, à la suite d'une demande intitulée « Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale et d'une ordonnance initiale amendée et reformulée » (la « Demande ») en vertu de la LACC, présentée par Laboratoires Bodycad inc. (« Bodycad » ou la « Débitrice »), la Cour supérieure du Québec (Chambre commerciale) (la « Cour ») dans le district de Québec a émis une ordonnance initiale (l'« Ordonnance initiale ») déclarant que la Débitrice est une compagnie débitrice au sens de la LACC, ordonnant une suspension des procédures à l'égard de la Débitrice, nommant Raymond Chabot inc., syndic autorisé en insolvabilité, à titre de contrôleur (« RCI » ou le « Contrôleur ») et accordant diverses autres mesures de redressement.
- 1.2. La Cour a prévu une audience le 13 janvier 2023 pour considérer la demande de la Débitrice pour l'émission d'une ordonnance initiale amendée et reformulée (l'« Ordonnance initiale amendée »).
- 1.3. Le présent rapport (le « Rapport ») vise à fournir à la Cour certains renseignements en lien avec la Demande et, plus spécifiquement, la demande de la Débitrice pour l'émission de l'Ordonnance initiale amendée. Le Rapport a été préparé selon les renseignements ayant été mis à la disposition du Contrôleur en date des présentes. Le Rapport est divisé en fonction des rubriques suivantes :
  - 1.3.1. Introduction et mise en contexte (Section 1)
  - 1.3.2. Comparaison des flux de trésorerie réels et projetés (Section 2)
  - 1.3.3. Projections de l'état d'évolution de l'encaisse et augmentation du montant du financement temporaire (Section 3)
  - 1.3.4. Augmentation de la Charge du prêteur temporaire et de son rang (Section 4)
  - 1.3.5. Augmentation de la Charge d'administration et de son rang (Section 5)
  - 1.3.6. Le rang de la Charge en faveur des administrateurs et dirigeants (Section 6)
  - 1.3.7. Processus de sollicitation d'offres (Section 7)
  - 1.3.8. Prorogation de la période de suspension des procédures (Section 8)
  - 1.3.9. Conclusion et recommandations (Section 9)
- 1.4. Le 19 décembre 2022, la Débitrice a notifié aux parties sur la liste de distribution un autre rapport en lien avec la Demande et ce, préparé par RCI à titre de contrôleur proposé (le « Rapport du contrôleur proposé »). Le présent Rapport doit donc être lu en conjonction avec le rapport précédent.
- 1.5. Conformément aux dispositions de l'Ordonnance initiale, le Contrôleur a :
  - 1.5.1. Publié sur son site internet l'Ordonnance initiale du 22 décembre 2022 de même que la liste des créanciers de la Débitrice.
  - 1.5.2. Publié dans les journaux suivants l'avis de l'Ordonnance initiale conformément aux dispositions de la LACC :
    - 1.5.2.1. La Presse+ : 28 décembre 2022 et 4 janvier 2023;
    - 1.5.2.2. The Gazette : 30 décembre 2022 et 6 janvier 2023.

- 1.6. Le Contrôleur tient également à indiquer à la Cour qu'il a obtenu la collaboration de la direction de la Débitrice depuis le début de son mandat.

## 2. COMPARAISON DES FLUX DE TRÉSORERIE RÉELS ET PROJÉTÉS

- 2.1. Vous trouverez ci-dessous la comparaison des variations entre les projections sur l'évolution de l'encaisse présentées dans le Rapport du contrôleur proposé du 19 décembre 2022 et la situation réelle de l'encaisse de la Débitrice pour la période de trois semaines terminée le 7 janvier 2023.

En milliers de \$ - non audité	2023-01-07		
	Cumul. 3 semaines		
	Réel	Prév.	Écart
<b>Encaissements</b>			
Comptes à recevoir et ventes subséquentes	9	8	2
Bodycad USA	-	125	(125)
TPS/TVQ	-	-	-
Subventions gouvernementales	47	-	47
Autres	-	32	(32)
Financement temporaire	300	300	-
	356	464	(108)
<b>Décaissements</b>			
Salaires et charges sociales	136	142	6
Achats et frais d'exploitation	148	255	107
Honoraires de restructuration	-	50	50
Service de la dette	31	29	(2)
Financement temporaire - intérêts	-	-	-
	315	475	161
<b>Variations nettes de l'encaisse</b>	<b>41</b>	<b>(11)</b>	<b>52</b>
Encaisse/(découvert) au début	135	43	91
<b>Encaisse/(découvert) à la fin</b>	<b>176</b>	<b>33</b>	<b>144</b>

- 2.2. L'analyse du tableau précédent permet de dégager les constatations suivantes :

- 2.2.1. Les encaissements sont inférieurs aux prévisions, essentiellement en raison des sommes provenant de Bodycad US, lesquelles n'ont pas été reçues à ce jour. En fonction des nouvelles données recueillies par la direction de la Débitrice, un premier virement de Bodycad US de 75 000 \$ est prévu dans la semaine se terminant le 21 janvier 2023. Un montant additionnel de 80 000 \$ est également prévu dans la semaine se terminant le 4 mars 2023. Cet écart est temporaire et résulte des délais d'encaissements des sommes dues par les clients de Bodycad USA.
- 2.2.2. Les décaissements sont inférieurs aux prévisions, en raison du retard dans l'émission des paiements aux fournisseurs, et ce, considérant le congé de la période des Fêtes. Ces déboursés seront effectués dans les jours à venir. Il s'agit d'un écart temporaire.
- 2.2.3. Un écart favorable de 91 000 \$ provient du solde de l'encaisse au début, lequel était supérieur au montant anticipé au moment de finaliser les prévisions initiales.

### 3. PROJECTIONS DE L'ÉTAT D'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE ET AUGMENTATION DU MONTANT DU FINANCEMENT TEMPORAIRE

- 3.1. Les projections sur l'évolution de l'encaisse pour la période de 12 semaines se terminant le 1er avril 2023 ont été établies par la direction de la Débitrice avec l'assistance du Contrôleur quant aux hypothèses. Nous avons effectué un examen de ces projections en menant des enquêtes, des analyses et des discussions portant sur les renseignements qui nous ont été fournis par la direction et les employés de la Débitrice. Nous avons également étudié les renseignements fournis par la direction à l'appui des hypothèses ainsi que la préparation et la présentation des projections.
- 3.2. Ces projections sont établies dans un contexte de continuité des activités et reflètent les coûts relatifs au maintien de l'exploitation de la Débitrice. Les frais financiers se limitent au paiement des intérêts et capital sur certains prêts garantis.

En milliers de \$ - non audité	2023-01-14	2023-01-21	2023-01-28	2023-02-04	2023-02-11	2023-02-18	2023-02-25	2023-03-04	2023-03-11	2023-03-18	2023-03-25	2023-04-01	Total 12 semaines
<b>Encaissements</b>													
Comptes à recevoir et ventes subséquentes	4	-	15	7	-	-	5	20	-	-	-	-	51
Bodycad USA	-	75	-	-	-	-	-	80	-	-	-	-	155
Subventions gouvernementales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85	85
Financement temporaire	200	225	275	225	135	125	100	75	100	100	100	200	1 860
	204	300	290	232	135	125	105	175	100	100	100	285	2 151
<b>Décaissements</b>													
Salaires et charges sociales	39	154	30	38	29	35	20	38	20	35	20	115	573
Achats et frais d'exploitation	157	91	168	126	40	47	40	45	76	40	40	96	966
Honoraires de restructuration	150	75	75	50	50	50	25	25	25	25	25	25	600
Service de la dette	2	2	-	43	-	2	2	43	-	2	2	43	139
Financement temporaire - intérêts	3	-	-	-	8	-	-	-	12	-	-	-	23
	350	321	273	257	128	133	87	152	134	101	87	279	2 302
<b>Variations nettes de l'encaisse</b>	<b>(146)</b>	<b>(21)</b>	<b>17</b>	<b>(25)</b>	<b>7</b>	<b>(8)</b>	<b>18</b>	<b>23</b>	<b>(34)</b>	<b>(1)</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>(151)</b>
Encaisse au début	176	30	8	26	1	8	0	18	41	7	6	19	176
<b>Encaisse à la fin</b>	<b>30</b>	<b>8</b>	<b>26</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>41</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>19</b>	<b>25</b>	

- 3.3. Le financement temporaire initialement prévu devait totaliser 1,3 million \$ sur la période de 12 semaines se terminant le 11 mars 2023. En fonction des projections sur l'évolution de l'encaisse modifiée et présentée ci-dessus, le financement temporaire devrait totaliser un montant de 2 160 000 \$, soit un montant de 300 000 \$ déjà versé à la Débitrice au 7 janvier 2023 et un montant de 1 860 000 \$ prévu.
- 3.4. Cette augmentation de 860 000 \$ du financement temporaire est principalement causée par les éléments suivants :
- 3.4.1. Financement des semaines supplémentaires prévues au présent scénario. Ces semaines supplémentaires représentent un montant supplémentaire de 446 000 \$.
- 3.4.2. Réduction de certains encaissements, dont les montants de taxes à la consommation de 65 000 \$ et l'aide provenant du PICQ de 29 000 \$.
- 3.4.3. Indemnités de départ prévues être versées à trois (3) employés, soit un montant d'environ 110 000 \$, laquelle est partiellement compensée par la réduction des salaires de ces trois employés. Impact net prévu d'environ 45 000 \$.
- 3.4.4. Nouvelle estimation des honoraires professionnels découlant de la restructuration, avec une augmentation de 300 000 \$ par rapport aux prévisions initialement présentées.
- 3.5. Les ajustements suivants ont également été effectués comparativement aux prévisions initialement présentées :
- 3.5.1. Les encaissements provenant de Bodycad USA sont de 155 000 \$ comparativement à 125 000 \$, soit 30 000 \$ de plus que prévu initialement.

- 3.5.2. La direction a octroyé un ajustement de salaire général à l'ensemble de ses employés, de même que des ajustements spécifiques pour certains employés clés et sont reflétés dans le tableau ci-dessus.
- 3.5.3. Les ajustements de salaires à la hausse pour tous les employés de même que le paiement des salaires et vacances dues aux employés sont reflétés dans la dernière semaine du tableau présenté ci-haut.
- 3.5.4. Des dépôts de garanties ont été demandés par certains fournisseurs de services publics.

#### **4. AUGMENTATION DE LA CHARGE DU PRÊTEUR TEMPORAIRE ET DE SON RANG**

- 4.1. SBBI, actionnaire de la Débitrice et principal créancier, a soumis une offre de financement temporaire (l'« Offre de financement temporaire » et en cette qualité, le « Prêteur temporaire ») afin d'agir à titre de prêteur temporaire de Bodycad pour financer les besoins de cette dernière pour la période se terminant le 13 mars 2023. Les modalités de l'Offre de financement temporaire sont décrites au Rapport du contrôleur proposé.
- 4.2. En vertu de l'Ordonnance initiale, la Cour a approuvé l'Offre de financement temporaire, autorisant la Débitrice à emprunter un montant maximal de 600 000 \$ conformément à celle-ci, et a ordonné la création de la Charge du Prêteur temporaire (tel que défini à l'Ordonnance initiale).
- 4.3. En vertu de l'Ordonnance initiale, la Charge du Prêteur temporaire est d'un montant de 720 000 \$ et prend rang après toute autre sûreté grevant les biens de la Débitrice à l'exception de la Charge A&D (tel que défini à l'Ordonnance initiale).
- 4.4. Étant donné les besoins de liquidités de la Débitrice reflétés aux projections de l'évolution de l'encaisse (section 3), les parties ont convenu de modifier l'Offre de financement temporaire afin d'augmenter le montant maximal du prêt temporaire à 2 160 000\$ (l'« Offre de financement temporaire amendée »).
- 4.5. Dans le cadre de l'Ordonnance initiale amendée, la Débitrice demandera d'être autorisée à signer l'Offre de financement temporaire amendée et demandera que la Charge du Prêteur temporaire soit augmentée à 2 592 000 \$ et qu'elle prenne rang avant toute sûreté grevant les biens de la Débitrice à l'exception de la Charge d'administration (tel que défini à l'Ordonnance initiale).
- 4.6. Conformément aux projections de l'évolution de l'encaisse de la Débitrice (section 3), nous sommes d'avis que le financement établi dans l'Offre de financement temporaire amendée est nécessaire, que ses modalités sont raisonnables et à l'intérieur des paramètres du marché, qu'il n'existe pas d'alternative viable à l'Offre de financement temporaire amendée et qu'aucun créancier ne sera lésé de façon importante par l'augmentation de la Charge du Prêteur temporaire et de son rang prioritaire.

#### **5. AUGMENTATION DE LA CHARGE D'ADMINISTRATION ET DE SON RANG**

- 5.1. En vertu de l'Ordonnance initiale, la Cour a approuvé la mise en place d'une Charge d'administration (tel que défini à l'Ordonnance initiale) afin de garantir le paiement des

honoraires du Contrôleur, des avocats de la Débitrice et des avocats de SBBI en lien avec la restructuration sous la LACC.

- 5.2. La Charge d'administration créée par l'Ordonnance initiale s'élève à 60 000 \$ au moment de l'émission de l'Ordonnance initiale et prend rang après toute sûreté existante à l'exception de la Charge du prêteur temporaire et de la Charge A&D.
- 5.3. Dans le cadre de l'Ordonnance initiale amendée, la Débitrice demandera que la Charge d'administration soit augmentée à 300 000 \$ et qu'elle prenne rang avant toute sûreté existante.
- 5.4. Conformément aux projections de l'évolution de l'encaisse de la Débitrice (section 3), nous sommes d'avis que l'augmentation du montant et du rang de la Charge d'administration demandée par la Débitrice est raisonnable et nécessaire à sa restructuration.

## **6. LE RANG DE LA CHARGE EN FAVEUR DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS**

- 6.1. En vertu de l'Ordonnance initiale, la Cour a approuvé la mise en place de la Charge A&D afin d'indemniser les administrateurs et dirigeants de la Débitrice (les « **A&D** ») pour toute responsabilité statutaire qu'ils pourraient encourir après l'émission de l'ordonnance initiale.
- 6.2. Aux termes de l'Ordonnance initiale amendée, la Charge A&D ne s'appliquera qu'à titre subsidiaire, c'est-à-dire dans la mesure où la couverture de la police d'assurance en vigueur et en faveur des A&D s'avère insuffisante.
- 6.3. La Charge A&D créée par l'Ordonnance initiale s'élève à 100 000 \$ et prend rang après toute autre sûreté.
- 6.4. Dans le cadre de l'Ordonnance initiale amendée, la Débitrice demandera que la Charge A&D prenne rang après la Charge d'administration et la Charge du Prêteur temporaire, mais avant toute autre sûreté grevant les biens de la Débitrice.
- 6.5. Nous sommes d'avis que la Charge A&D demandée par la Débitrice et l'augmentation de son rang sont raisonnables et nécessaires à sa restructuration, en ce qu'elles permettent de sécuriser les A&D et d'éviter une démission en bloc, au détriment des activités de la Débitrice et des créanciers.

## **7. PROCESSUS DE SOLLICITATION D'OFFRES**

- 7.1. Comme mentionné à la section 4 du Rapport du contrôleur proposé, SBBI n'a plus l'intention de financer les activités courantes de la Débitrice, mais est disposée à fournir les fonds nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et les frais liés à un processus de sollicitation d'offres d'investissement ou de vente (un « PSIV ») par la mise en place d'un financement temporaire, le temps que le PSIV soit complété.
- 7.2. Les objectifs du PSIV mis en place par Bodycad avec l'assistance du Contrôleur sont :
  - 7.2.1. Rechercher des investissements en capitaux supplémentaires, incluant une recapitalisation;
  - 7.2.2. Explorer et évaluer les opportunités de coentreprise ou de partenariat; et

- 7.2.3. Solliciter des offres pour ses actions, ses actifs ou toute partie de ceux-ci.
- 7.3. Conformément aux conditions du financement temporaire, le Contrôleur agira à titre de conseiller exclusif pour la sollicitation d'investissements et de vente dans le cadre du PSIV qui sera lancé au plus tard le 16 janvier 2023, sous réserve de l'autorisation de la Cour. Pour ce faire, le Contrôleur préparera les documents usuels dans un tel contexte et/ou utilisera les documents préparés par Associés Capital Keira inc. (« Keira ») dans le processus précédent (« Opportunité d'affaires, « document d'information », entente de confidentialité, « lettre de processus », « data room », etc.).
- 7.4. Les procédures du PSIV proposées par Bodycad et le Contrôleur sont jointes à l'Annexe A. Le PSIV sera mené par le Contrôleur en consultation avec le Prêteur temporaire et Bodycad.
- 7.5. Le PSIV, plus particulièrement l'échéancier, tient compte des termes et conditions du Prêt temporaire.
- 7.6. Le PSIV prévoit un processus d'appel d'offres en deux phases, selon le calendrier suivant :

<u>Événement</u>	<u>Échéancier</u>
<b>1. <u>Approbation par la Cour du PSIV</u></b>	13 janvier 2023
<b>2. <u>Travaux préliminaires</u></b> Identification des investisseurs/acheteurs potentiels, rédaction d'un document de sollicitation (« Teaser »), rédaction d'une entente de confidentialité, mise en place d'une salle de données virtuelle et préparation/mise à jour d'un document d'informations confidentielles.	15 janvier 2023
<b>Phase 1</b>	
<b>3. <u>Début du processus d'appel d'offres</u></b> Transmission des lettres de sollicitation et autres documents pertinents aux parties potentiellement intéressées et mise en place d'une salle de données virtuelle.	16 janvier 2023
<b>4. <u>Vérification diligente</u></b> Les parties intéressées ayant signé une entente de confidentialité auront accès à une salle de données virtuelle contenant des documents et des renseignements pertinents relatifs à l'entreprise de la Débitrice et ses actifs. Des présentations de la direction pourront également avoir lieu en présence du Contrôleur.	

<p><b>5. <u>Date limite pour déposer une lettre d'intérêt non contraignante</u></b></p> <p>Date limite pour la soumission des lettres d'offres non contraignantes pour la phase 1. Ces lettres d'offres devront notamment inclure l'identification des investisseurs/acheteurs, une description de la transaction envisagée, les conditions requises pour conclure la transaction de même que le montant/forme de la transaction envisagée.</p>	<p>15 février 2023 (17 h)</p>
<p><b>6. <u>Révision et qualification des lettres d'intérêt</u></b></p> <p>Le Contrôleur, en consultation avec la Débitrice et le Prêteur temporaire, devra réviser les lettres d'intérêt et déterminer si celles-ci se qualifient pour la Phase 2 du PSIV, et, le cas échéant, aviser les offrants qualifiés.</p> <p>Si aucune lettre d'intérêt qualifiée n'a été reçue avant le 15 février 2023, ou si les lettres d'intérêt reçues sont jugées inadéquates, insuffisantes ou contraires aux meilleurs intérêts de la Débitrice et de ses parties prenantes par le Contrôleur, la Débitrice et le Prêteur temporaire, le PSIV sera automatiquement résilié, sauf sur décision contraire du Contrôleur, de la Débitrice et du Prêteur temporaire.</p>	<p>Dès le 16 février 2023</p>
<p><b><u>Phase 2</u></b></p>	
<p><b>7. <u>Date limite pour le dépôt d'offres contraignantes</u></b></p> <p>Les offres contraignantes devront notamment inclure le paiement complet des charges consenties sous la LACC, le traitement réservé aux parties prenantes (incluant les salariés), un engagement à conclure la transaction d'ici le 24 mars 2023, les conditions en lien avec la transaction et un dépôt de 10 %.</p>	<p>3 mars 2023*</p> <p>*À noter que cette date peut être prolongée par le Contrôleur ou le tribunal au besoin. Dans un tel cas, les dates subséquentes seront également prolongées d'autant.</p>
<p><b>8. <u>Révision et détermination des offres contraignantes qualifiées</u></b></p> <p>Le Contrôleur, en consultation avec la Débitrice et le Prêteur temporaire, procédera à la révision des offres contraignantes soumises et à la détermination quant à savoir si certaines de ces offres constituent des offres qualifiées en conformité avec le PSIV.</p> <p>Si aucune offre contraignante qualifiée n'est reçue le 3 mars 2023, le PSIV sera automatiquement résilié, sauf sur décision contraire du Contrôleur, de la Débitrice et du Prêteur temporaire.</p>	<p>Dès le 4 mars 2023</p>
<p><b>9. <u>Sélection de l'offre ou des offres retenues</u></b></p>	<p>8 mars 2023</p>
<p><b>10. <u>Audience sur l'approbation de l'offre ou des offres retenues</u></b></p>	<p>Le ou vers le 17 mars 2023 (selon les disponibilités du tribunal)</p>

<b>11. Clôture des transactions concernant l'offre ou les offres retenue(s)</b>	24 mars 2023.
---	---------------

- 7.7. En juin 2022, Bodycad avait retenu les services de Keira à titre de conseiller financier afin d'évaluer les possibilités de financement ou d'une vente.
- 7.8. Dans le cadre de son mandat (de juin à novembre 2022), Keira aurait sollicité, à l'échelle mondiale, plus de 200 acheteurs potentiels ainsi qu'environ 35 investisseurs potentiels.
- 7.9. De ces acheteurs/investisseurs potentiels, 13 auraient signé des ententes de confidentialité et 10 d'entre eux auraient eu des rencontres/appels avec la direction de Bodycad.
- 7.10. Compte tenu de l'échéancier serré du PSIV et à la suite des conversations que le Contrôleur a eues avec Bodycad et un représentant de Keira, le Contrôleur prévoit, dès le 16 janvier 2023, relancer spécifiquement les acheteurs/investisseurs potentiels ayant signé des ententes de confidentialité et tenter de relancer les discussions/négociations avec ceux-ci dans le contexte de la LACC tout en effectuant simultanément une sollicitation générale élargie.
- 7.11. Dans le cadre du PSIV, le Prêteur temporaire aura la faculté d'inclure la valeur de sa créance garantie à titre de contrepartie dans le cadre d'une offre (« *credit bid* ») sujet, entre autres, à ce qui suit :
- 7.11.1. Si le Prêteur temporaire inclut la valeur de sa créance garantie en vertu de ses hypothèques conventionnelles, l'offre du Prêteur temporaire doit prévoir le remboursement intégral ou l'assumption de toutes les créances garanties prenant rang avant ses hypothèques conventionnelles.
- 7.11.2. Le Prêteur temporaire devra informer la Débitrice et le Contrôleur de son intention de déposer un « *credit bid* » dans le cadre du PSIV au plus tard cinq (5) jours après la date limite pour déposer une lettre d'intérêt dans la phase 1 du PSIV, à savoir le 20 février 2023.
- 7.12. Le Contrôleur est d'avis que de relancer le processus de vente dans un contexte de LACC conformément au PSIV créera un contexte favorable pour l'obtention d'offres d'investissement ou d'achat afin de permettre la continuité de l'entreprise à moyen et long terme.

## **8. PROROGATION DE LA PÉRIODE DE SUSPENSION DES PROCÉDURES**

- 8.1. L'Ordonnance initiale prévoit une suspension des procédures jusqu'au 13 janvier 2023.
- 8.2. La Débitrice demande maintenant une prorogation de la suspension des procédures jusqu'au 31 mars 2023.
- 8.3. Comme décrit dans ce Rapport, la Débitrice dispose de suffisamment de liquidités pour maintenir l'exploitation durant la période de prorogation demandée à la Cour.
- 8.4. Le Contrôleur est d'avis que la Débitrice fait preuve de bonne foi et de diligence dans la mise en place des mesures de restructuration décrites dans ce Rapport. L'exécution de ces mesures de restructuration et du PSIV permettra de maximiser la valeur pour l'ensemble des partenaires impliqués dans le processus de restructuration.

**9. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

- 9.1. Compte tenu des informations reçues depuis le début de notre engagement, le Contrôleur est d'avis que les efforts de restructuration que la Débitrice a l'intention de mettre en œuvre sont raisonnables et justifiés dans les circonstances. Ainsi, le Contrôleur est d'avis que la Demande et, plus spécifiquement, l'émission de l'Ordonnance initiale amendée est nécessaire et appropriée dans les circonstances.
- 9.2. Ainsi, le Contrôleur supporte les conclusions recherchées par la Débitrice dans le cadre de l'Ordonnance initiale amendée, incluant, notamment :
  - 9.2.1. La prorogation de la période de suspension des procédures jusqu'au 31 mars 2023;
  - 9.2.2. L'augmentation de la Charge du prêteur temporaire à 2 592 000 \$ et de son rang prioritaire;
  - 9.2.3. L'augmentation de la Charge d'administration à 300 000 \$ et de son rang prioritaire;
  - 9.2.4. L'augmentation du rang de la Charge A&D; et
  - 9.2.5. L'approbation et la mise en œuvre du PSIV.
- 9.3. Nous sommes d'avis qu'il est avantageux pour les créanciers de la Débitrice que soit autorisée la Demande pour l'émission d'une Ordonnance initiale amendée et reformulée en vertu de la LACC.

**ANNEXE A**

**LABORATOIRES BODYCAD INC.**

**PROCÉDURES DU PSIV PROPOSÉES PAR BODYCAD ET LE CONTRÔLEUR**

## SALE AND INVESTMENT SOLICITATION PROCESS PROCEDURES

### 1. The SISP Procedures

- 1.1 On December 22, 2022, the Superior Court of Québec (the “**Court**”) granted an initial order (as amended and restated on January 13, 2023, the “**Initial Order**”) pursuant to the *Companies’ Creditors Arrangement Act* (the “**CCAA**”), providing for, inter alia, a stay of proceedings in respect of Bodycad Laboratories Inc. / Laboratoires Bodycad inc. (the “**Debtor**”), as well as the appointment of Raymond Chabot Inc. as monitor (the “**Monitor**”). All capitalized terms shall have the meanings given to them in **Schedule “A”** hereto.
- 1.2 Pursuant to the Initial Order, the Court also granted an order (the “**SISP Order**”) that, among other things, authorized the Monitor to conduct, with the assistance of the Debtor, and in consultation with the DIP Lender, a sale and investment solicitation process (the “**SISP**”) in accordance with the terms and conditions hereof (as such process may be amended, restated or supplemented, the “**SISP Procedures**”).
- 1.3 These SISP Procedures describe, among other things:
  - 1.3.1 the manner and timelines in which any interested party may gain access to or continue to have access to due diligence materials concerning the Debtor’s Property and the Business;
  - 1.3.2 the manner and timelines in which Prospective Bidders may submit an Indication of Interest for investment in the Debtor or for the purchase of some or all of the Debtor’s shares, the Debtor’s Property and/or the Business (each, a “**Transaction**”), and the required content of any Indication of Interest;
  - 1.3.3 the manner and timelines in which Qualified Prospective Bidders may submit a Qualified Bid and the required content of a Qualified Bid;
  - 1.3.4 the process and criteria for the ultimate selection of one or more Successful Bids; and
  - 1.3.5 the process for obtaining approval of one or more Successful Bids by the Court.
- 1.4 The SISP will be carried out by the Monitor in accordance with these SISP Procedures. Save as otherwise provided for herein, the Monitor shall be fully and exclusively authorized, empowered and directed to take any and all actions and steps pursuant to these SISP Procedures, in consultation with the Debtor and the DIP Lender. In the event that there is a disagreement as to the interpretation or application of these SISP Procedures, the Court will have the jurisdiction to hear and resolve such dispute.
- 1.5 Any Transaction will be on an “as is, where is” and “without recourse” basis and without surviving representations, warranties, covenants or indemnities of any kind, nature, or

description by the Debtor, Monitor, DIP Lender or any of their representatives, except to the extent set forth in a Definitive Agreement with a Successful Bidder.

- 1.6 Parties who wish to have their bids considered shall be expected to participate in the SISP as conducted by the Monitor in accordance with these SISP Procedures.
- 1.7 The SISP will be conducted such that the Monitor and Debtor, in consultation with the DIP Lender, will:
  - 1.7.1 prepare a list of potential bidders;
  - 1.7.2 prepare marketing materials and a Process Letter;
  - 1.7.3 solicit interest from such potential bidders to enter into non-disclosure agreements (each, an “**NDA**”) with the Debtor (parties shall only obtain access to the Data Room and be permitted to participate in the SISP if they execute an NDA that is in form and substance satisfactory to the Monitor and Debtor) (each party entering into an NDA being a “**Prospective Bidder**”);
  - 1.7.4 prepare a Data Room and provide Prospective Bidders with access to a Data Room containing diligence information; and
  - 1.7.5 request that such Prospective Bidder submit (i) a non-binding indication of interest that identifies the potential purchaser and a general description of the Transaction that would be the subject of the bid, including the purchase price or investment amount contemplated by such Transaction, and that reflects a reasonably likely prospect of culminating in a Qualified Bid, as determined by the Monitor, in consultation with the Debtor and the DIP Lender (subject to the requirements set forth in Section 3.2 below) (an “**Indication of Interest**”) by the Indication of Interest Deadline and, if applicable, (ii) a binding offer meeting at least the requirements set forth in Section 4.1 below, as determined by the Monitor, in consultation with the Debtor and the DIP Lender (a “**Qualified Bid**”) by the Qualified Bid Deadline.
- 1.8 The SISP shall be conducted subject to the terms hereof and the following key milestones<sup>1</sup>:
  - 1.8.1 The Monitor to commence solicitation process no later than January 16, 2023 (the “**Commencement Date**”);
  - 1.8.2 Deadline to submit an Indication of Interest - 5:00 p.m. Eastern Daylight Time on February 15, 2023 (the “**Indication of Interest Deadline**”);
  - 1.8.3 Deadline to determine whether an Indication of Interest is a qualified Indication of Interest and, if applicable, to notify those Qualified Prospective Bidders to

---

<sup>1</sup> If any milestone set forth in Section 1.8 is required to be completed on a date that is a Saturday or Sunday, or a statutory holiday in the Province of Québec, then the date for the completion of such milestone shall be deemed to be the first business day immediately following such Saturday, Sunday or statutory holiday.

submit a Qualified Bid before the Qualified Bid Deadline- 5:00 p.m. Eastern Daylight Time on the date that seven (7) days after the Indication of Interest Deadline;

- 1.8.4 Deadline to submit a Qualified Bid - 5:00 p.m. Eastern Daylight Time on March 3, 2023 (the “**Qualified Bid Deadline**”);
  - 1.8.5 Deadline to determine whether a bid is a Qualified Bid - 5:00 p.m. Eastern Daylight Time on March 8, 2023; and
  - 1.8.6 Approval Order hearing - by no later than March 17, 2023, subject to Court availability.
- 1.9 The Monitor and the Debtor shall provide general updates and information in respect of the SISP to the DIP Lender and its advisors and, subject to Section 4.7, shall consult the DIP Lender in respect of any Indication of Interest, bid, Qualified Bid and Definitive Agreement on a confidential basis. The DIP Lender shall be designated a Prospective Bidder, a Qualified Prospective Bidder and a Qualified Bidder under the SISP without the requirement of having previously executed an NDA or submitted an Indication of Interest. All documentation contemplated to be delivered to SISP participants pursuant to these SISP Procedures, including without limitation, the form of NDA, any form of transaction documents, and the Process Letter and related SISP marketing materials, shall be in form and substance acceptable to the DIP Lender, acting reasonably.
- 1.10 The DIP Lender, or any of its affiliates, shall be entitled to submit a Credit Bid pursuant to the SISP, provided that (i) the credit bid portion of such Credit Bid cannot exceed the aggregate value of the DIP Lender’s secured claim; and (ii) such Credit Bid must include at least sufficient cash consideration to satisfy any priority payment required to be paid that rank ahead of the DIP Lender’s secured claim or otherwise assume or satisfy such obligations. The DIP Lender or any of its affiliates shall not be required to provide any evidence of funding or financing in the context of its Credit Bid, or to submit a Deposit in connection with its Credit Bid.
- 2. The Due Diligence Process**
- 2.1 The Monitor shall provide Prospective Bidders with access to the Data Room. The Monitor and the Debtor shall provide to the Prospective Bidders further access to such due diligence materials and information relating to (i) the Business; (ii) the Debtor’s Property; and (iii) the debt and equity interests of the Debtor as the Monitor and the Debtor deem appropriate, including, as appropriate, access to further information in the Data Room, and management presentations, where appropriate and only to the extent that such management presentations do not cause unreasonable disruption to the Debtor’s management and/or the Business operations, and occur in the presence of the Monitor.
- 2.2 The Monitor, the Debtor, the DIP Lender and all of their representatives do not make any representations or warranties whatsoever, and shall have no liability of any kind whatsoever, as to the information or the materials provided through the due diligence

process or otherwise made available to any Prospective Bidder, Qualified Prospective Bidder, Qualified Bidder or Successful Bidder, with respect to the Debtor, the Debtor's Property or the Business, including any information contained in the Process Letter, confidential information memorandums or Data Room and provided or made in any management presentations.

- 2.3 The Monitor and the Debtor reserve the right to limit any Prospective Bidder's or Qualified Prospective Bidder's (other than the DIP Lender) access to any confidential information (including any information in the Data Room), where, in the Monitor's discretion and after consultation with the Debtor and the DIP Lender, such access could negatively impact the SISP, the ability to maintain the confidentiality of confidential information, or the value of the Debtor's Property. Requests for additional information are to be made to the Monitor.

### **3. The Assessment of Qualified Indications of Interest**

- 3.1 Promptly following the Indication of Interest Deadline, the Monitor will, in consultation with the Debtor and the DIP Lender, assess Indications of Interest received prior to the Indication of Interest Deadline, if any, and will determine whether there is a reasonable prospect of obtaining a Qualified Bid. For the purpose of such consultations and evaluations, the Monitor may request clarification of the terms of any Indication of Interest from the Prospective Bidder(s).

- 3.2 In assessing an Indication of Interest, the Monitor and the Debtor, and following consultation with the DIP Lender, will consider, among other things, the following:

- 3.2.1 an indication of whether the Prospective Bidder is offering to acquire all or part of the Debtor's Property or make an investment in the Debtor through a restructuring, recapitalization or refinancing transaction;
- 3.2.2 the purchase price or investment amount contemplated by the proposed Transaction (including the cash component thereof);
- 3.2.3 the nature and amount of debt and other liabilities to be assumed by the Prospective Bidder;
- 3.2.4 the assets to be included in or excluded from the proposed Transaction and the transaction costs and risks associated with closing multiple transactions versus a single sale Transaction for all, or substantially all, of the Debtor's Property;
- 3.2.5 the demonstrated financial capability of the Prospective Bidder to consummate the proposed Transaction;
- 3.2.6 the transition services required from the Debtor post-closing and any related costs;
- 3.2.7 the proposed treatment of the Debtor's stakeholders, including the Debtor's secured creditors, and the Debtor's employees and other unsecured creditors;

- 3.2.8 the conditions to closing of the proposed Transaction; and
  - 3.2.9 other factors affecting the speed, certainty and value of the proposed Transaction (including any remaining due diligence, regulatory approvals and other conditions required to close on or before the Outside Closing Date and whether, the Monitor, in consultation with the Debtor and the DIP Lender, determines it is reasonably likely to close on or before the Outside Closing Date).
- 3.3 If the Monitor, in consultation with the Debtor and the DIP Lender, determines that (i) one or more Indications of Interest were received that could reasonably result in a Qualified Bid(s) (a “**Qualified Indication of Interest**”), and (ii) proceeding with these SISP Procedures is in the best interests of the Debtor and its stakeholders, these SISP Procedures will continue and each Prospective Bidder who has submitted a Qualified Indication of Interest shall be deemed to be, and notified by the Monitor that it is, a “**Qualified Prospective Bidder**”.
- 3.4 If no Qualified Indication of Interest has been received prior to the Indication of Interest Deadline, or the Indications of Interest that were received are determined to be inadequate or insufficient, or otherwise contrary to the best interests of the Debtor and its stakeholders by the Monitor, the Debtor and the DIP Lender, the SISP shall automatically terminate, unless otherwise agreed by the Monitor, the Debtor and the DIP Lender.

#### 4. **Qualified Bid**

- 4.1 In order to constitute a Qualified Bid, a bid must comply with the following:
- 4.1.1 it provides for the payment in full on closing of the claims secured by the Court-ordered charges, unless otherwise agreed to by the applicable beneficiaries thereof in their sole discretion;
  - 4.1.2 it provides a detailed sources and uses schedule that identifies, with specificity, the amount of cash consideration, any assumptions that could be part of the net consideration payable, as well as any other consideration (the “**Consideration Value**”);
  - 4.1.3 it provides for the proposed treatment of the Debtor’s stakeholders, including the Debtor’s secured creditors, and the Debtor’s employees and the other unsecured creditors;
  - 4.1.4 it is reasonably capable of being consummated, if selected as the Successful Bid, by no later than the Outside Closing Date;
  - 4.1.5 it contains:
    - (a) duly executed binding transaction document(s),

- (b) an acknowledgement that the contemplated Transaction will be made on an “as is, where is” and “without recourse” basis,
  - (c) the legal name and identity (including jurisdiction of existence) and contact information of the bidder, full disclosure of its direct and indirect principals, and the name(s) of its controlling equity holder(s),
  - (d) a redline to the form of transaction document(s) provided by the Monitor and prepared by the Debtor’s counsel, in consultation with the DIP Lender, if applicable,
  - (e) evidence of authorization and approval from the bidder’s board of directors (or comparable governing body) and, if necessary to complete the proposed Transaction, the bidder’s equity holder(s), or
  - (f) such other information reasonably requested by the Monitor.
- 4.1.6 it includes a letter stating that the bid is submitted in good faith, is binding and is irrevocable until the closing of the Successful Bid(s) to be designated by the Monitor, in consultation with the Debtor and the DIP Lender; provided, however, that if such bid is selected as the Successful Bid, it shall remain irrevocable until the closing of the transaction contemplated thereunder;
- 4.1.7 it provides all material conditions to closing that the bidder may wish to impose;
- 4.1.8 it provides written evidence of a bidder’s ability to fully fund and consummate the proposed Transaction and satisfy its obligations under the transaction documents, including binding equity/debt commitment letters and/or guarantees covering the full value of all cash consideration and the additional items (in scope and amount);
- 4.1.9 it does not include any request for or entitlement to any break fee, expense reimbursement or similar type of payment;
- 4.1.10 it is not conditional upon:
- (a) approval from the bidder’s board of directors (or comparable governing body) or equity holder(s),
  - (b) the outcome of any due diligence by the bidder, or
  - (c) the bidder obtaining financing.
- 4.1.11 it includes an acknowledgment and representation that the bidder has had an opportunity to conduct any and all required due diligence prior to making its bid;

- 4.1.12 it specifies any regulatory or other third-party approvals the party anticipates would be required to complete the Transaction (including the anticipated timing necessary to obtain such approvals);
  - 4.1.13 it includes full details of the bidder's intended treatment of the Debtor's employees under the proposed bid;
  - 4.1.14 it is accompanied by a cash deposit (the "**Deposit**") by wire transfer of immediately available funds equal to 10% of the Consideration Value, which Deposit shall be retained by the Monitor in a non-interest bearing trust account in accordance with these SISP Procedures;
  - 4.1.15 a statement that the bidder will bear its Transaction costs and expenses (including legal and advisor fees) in connection with the proposed Transaction, and by submitting its bid is agreeing to refrain from and waive any assertion or request for reimbursement on any basis; and
  - 4.1.16 it is received by the Qualified Bid Deadline.
- 4.2 A Qualified Prospective Bidder having submitted a Qualified Bid shall be referred to herein as a "**Qualified Bidder**".
- 4.3 The Qualified Bid Deadline may be extended by (i) the Monitor with the consent of the DIP Lender, acting reasonably, or (ii) further order of the Court. In such circumstances, the milestones contained in Subsections 1.8.5 and 1.8.6 shall be extended by the same amount of time.
- 4.4 If no Qualified Bid is received by the Qualified Bid Deadline, the SISP shall automatically terminate, unless otherwise agreed by the Monitor and the DIP Lender.
- 4.5 The Monitor, with the consent of the DIP Lender, acting reasonably, may waive compliance with any one or more of the requirements specified in Section 4.1 above and deem a non-compliant bid to be a Qualified Bid.
- 4.6 Notwithstanding anything in these SISP Procedures or the SISP Order to the contrary, a Credit Bid from the DIP Lender shall be a Qualified Bid without regard to the conditions set out in Subsections 4.1.1, 4.1.3, 4.1.5(e), 4.1.8, 4.1.9, 4.1.14 and 4.1.15. However, if the DIP Lender includes any of its secured claims other than the DIP Loan as part of a Credit Bid, such offer shall only be a Qualified Bid if the offer contemplates for the full reimbursement or assumption of all secured claims ranking ahead of the DIP Lender's other secured claims.
- 4.7 The DIP Lender shall notify the Monitor and the Debtor, in writing, of its intention to make a Credit Bid no later than five (5) days after the Indication of Interest Deadline. Notwithstanding anything in these SISP Procedures or the SISP Order to the contrary, if the Monitor and the Debtor do not receive, within such five (5) day period noted above, a written notice by the DIP Lender confirming that it does not intend to submit a Credit Bid, the DIP Lender's consultation rights set out hereunder shall be suspended until the DIP

Lender provides such written notice to the Monitor and to the Debtor that it shall not submit a Credit Bid.

- 4.8 Following the Qualified Bid Deadline, the Monitor, in consultation with the Debtor and the DIP Lender, shall evaluate the bids received by the Qualified Bid Deadline, including as to the purchase price or imputed value, the form of consideration, the treatment of stakeholders, the recovery for the DIP Lender and other creditors, and any delay or other risks (including financing risks and closing risks), and either:
  - 4.8.1 determine that no Qualified Bid was received and determine what next step must be undertaken;
  - 4.8.2 continue negotiations, as necessary, with a selected number of bidders that had been qualified as Qualified Bidder and selecting one or more non-overlapping Qualified Bids as the successful bid(s) (the “**Successful Bid(s)**” and such one or more bidders, the “**Successful Bidder(s)**”); and
  - 4.8.3 take any necessary step that ought to be undertaken to finalize and consummate a Transaction or more than one Transactions with respect the Successful Bid(s) and proceed with closing the Transaction or Transactions.
- 4.9 Notwithstanding anything to the contrary herein, the Successful Bid(s) shall be acceptable to the DIP Lender, acting reasonably.
- 4.10 Following selection of the Successful Bid(s), the Debtor and the Monitor, with the assistance of their advisors, and in consultation with the DIP Lender, shall seek to finalize any remaining necessary definitive agreement(s) with respect to the Successful Bid(s) in accordance with the key milestones set out in Section 1.8 (each a “**Definitive Agreement**”). Once the necessary Definitive Agreement(s) with respect to a Successful Bid have been finalized, as determined by the Debtor and the Monitor, in consultation with the DIP Lender, the Debtor shall apply to the Court for an order or orders approving such Successful Bid and/or the mechanics to authorize the Debtor to complete the transactions contemplated thereby, as applicable, and authorizing the Debtor to (i) enter into any and all necessary agreements and related documentation with respect to such Successful Bid, (ii) undertake such other actions as may be necessary to give effect to such Successful Bid, and (iii) implement the transaction(s) contemplated in such Successful Bid (each, an “**Approval Order**”). If no Transaction has been successfully consummated by the Outside Closing Date, the SISP shall automatically terminate on the Outside Closing Date, unless otherwise agreed by the Monitor, the Debtor and the DIP Lender.
- 4.11 Notwithstanding anything to the contrary in the SISP, upon receipt of a Credit Bid, the Monitor and the Debtor, may determine to terminate the SISP and proceed to execute a Definitive Agreement and related documentation with respect to the transactions contemplated by such Credit Bid.
- 4.12 All Deposits shall be retained by the Monitor in a non-interest bearing trust account. If a Successful Bid is selected and an Approval Order authorizing the consummation of the

transaction contemplated thereunder is granted, any Deposit paid in connection with such Successful Bid will be non-refundable and shall, upon closing of the Transaction contemplated by such Successful Bid, be applied to the cash consideration to be paid in connection with such Successful Bid or be dealt with as otherwise set out in the Definitive Agreement(s) entered into in connection with such Successful Bid. Any Deposit delivered with a Qualified Bid that is not selected as a Successful Bid, will be returned to the applicable bidder as soon as reasonably practicable (but not later than ten (10) business days) after the date upon which the Successful Bid(s) is approved pursuant to an Approval Order.

- 4.13 Any amendments to this SISP may only be made by the Monitor, with the written consent of the Debtor and the DIP Lender, acting reasonably, or by further order of the Court.

## SCHEDULE "A" : DEFINED TERMS

<b>Approval Order :</b>	has the meaning set out in Section 4.1.1
<b>Business :</b>	means the Debtor's business.
<b>CCAA :</b>	has the meaning set out in Section 1.1
<b>Commencement Date :</b>	has the meaning set out in Section 1.8.1
<b>Consideration Value :</b>	has the meaning set out in Section 4.1.2
<b>Court :</b>	has the meaning set out in Section 1.1
<b>Credit Bid :</b>	means an offer in the form of a Qualified Bid, subject to Section 4.6, pursuant to which the consideration offered includes an exchange for, and in full and final satisfaction of, all or a portion of the DIP Lender's secured claim against the Debtor.
<b>Data Room :</b>	means a confidential virtual data room which contains documents furnished by the Monitor and the Debtor and a physical data room providing access to relevant technical information, if necessary.
<b>Debtor :</b>	has the meaning set out in Section 1.1
<b>Debtor's Property :</b>	means any asset, right, undertaking and property, present and future, of whatever nature or kind, and wherever situated, including any income derived therefrom, of the Debtor.
<b>Definitive Agreement :</b>	has the meaning set out in Section 4.10
<b>Deposit :</b>	has the meaning set out in Section 4.1.14
<b>DIP Lender :</b>	means Santé BB Inc. in its capacity as DIP Lender and as a secured creditor of the Debtor.
<b>DIP Loan:</b>	means the temporary facility entitled as "Facilité temporaire" as this term is defined in the Initial Order.
<b>Indication of Interest :</b>	has the meaning set out in Section 1.7.5
<b>Indication of Interest Deadline :</b>	has the meaning set out in Section 1.8.2
<b>Initial Order :</b>	has the meaning set out in Section 1.1

<b>Monitor :</b>	has the meaning set out in Section 1.1
<b>NDA :</b>	has the meaning set out in Section 1.7.3
<b>Outside Closing Date :</b>	Means March 24, 2023.
<b>Process Letter:</b>	means a letter outlining, among other things, the SISP and these SISP Procedures timelines.
<b>Prospective Bidder:</b>	has the meaning set out in Section 1.7.3
<b>Qualified Bid:</b>	has the meaning set out in Section 1.7.5
<b>Qualified Bid Deadline:</b>	has the meaning set out in Section 1.8.4
<b>Qualified Bidder:</b>	has the meaning set out in Section 4.2
<b>Qualified Indication of Interest:</b>	has the meaning set out in Section 3.3
<b>Qualified Prospective Bidders:</b>	has the meaning set out in Section 3.3
<b>SISP:</b>	has the meaning set out in Section 1.2
<b>SISP Order:</b>	has the meaning set out in Section 1.2
<b>SISP Procedures:</b>	has the meaning set out in Section 1.2
<b>Successful Bid:</b>	has the meaning set out in Section 4.8.2
<b>Successful Bidder:</b>	has the meaning set out in Section 4.8.2
<b>Transaction:</b>	has the meaning set out in Section 1.3.2